

Royaume du Maroc
Conseil National des Droits de l'Homme

Département Information et Communication

المجلس الوطني لحقوق الإنسان في الصحافة الوطنية

LE CNDH DANS LA PRESSE NATIONALE

19 Avril 2011
19 أبريل 2011

Casablanca: Ouverture d'un Centre médical multidisciplinaire au profit des victimes de violence

Casablanca, 17 avr (MAP) - L'Association médicale de réhabilitation des victimes de la torture (AMRTV), a procédé, samedi à Hay Mohammadi (Casablanca), à l'inauguration d'un centre médical multidisciplinaire au profit des victimes de la torture.

L'objectif de ce projet, qui s'inscrit dans le cadre du Programme de réparation communautaire, est de permettre aux victimes de violence de bénéficier de soins médicaux, de santé mentale et de rééducation en kinésithérapie.

Les services du centre, réalisé grâce au soutien de la coordination locale du programme à Hay Mohammadi, ciblent notamment les handicapés mentaux et physiques et les victimes de toutes formes de violences (tortures, violences familiales, agressions?) habitants du Hay Mohammadi.

Plusieurs activités sont prévues dans le cadre de ce projet, dont cinq permanences hebdomadaires en soins et en rééducation en kinésithérapie, la mise en place d'équipes médicales et d'assistants (es) sociaux (les) pour assurer l'accompagnement, le suivi personnalisé des personnes souffrantes, l'organisation de sessions de formation sur les besoins des victimes de violence ainsi que des campagnes de sensibilisation pour garantir une meilleure intégration des personnes victimes de violence.

Dans une déclaration à la presse, le secrétaire général du Conseil national des droits de l'Homme, Mohammed Sebbar, a indiqué que cette initiative est la première du genre au niveau de Casablanca et que d'autres initiatives et projets seront entamés dans plusieurs régions du Royaume qui ont connu des formes de violation des droits humains, ajoutant que malgré la modestie de ces projets, leur significations sont grandes et profondes.

Pour sa part, le président de l'AMRTV, Abdelkrim Manouzi, a déclaré que ce centre "profitera aux femmes victimes de violence, aux handicapés et aux victimes de la torture des années de plomb".

Cette antenne de l'AMRTV a vu le jour grâce aux efforts des militants(es) des Droits Humains et au soutien des partenaires du programme de réparation communautaire (CNDH), la Fondation CDG, l'Union européenne, les services de la préfecture de Hay Mohammadi Ain Sebaa, de l'Arrondissement de Hay Mohammadi et l'Entraide Nationale.

Il est à rappeler que l'IER avait proposé un programme de réparation communautaire qui vise la réhabilitation des droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux des régions

concernées (les régions de Figuig, Errachidia, Ouarzazate, Zagora, Tan Tan, Azilal, Khemissat, Al Hoceima, Nador, Khénifra et Hay Mohammadi à Casablanca).

Les actions réalisées dans le cadre de ce programme s'articulent autour des quatre axes suivants: Le renforcement des capacités des acteurs locaux, la préservation positive de la mémoire, l'amélioration des conditions de vie de la population (amélioration des services, désenclavement, activités génératrices de revenus et protection de l'environnement), et la promotion des droits des femmes et des enfants.

Revue de Presse du Conseil National des droits de l'Homme

Une première initiative du genre à Casablanca

L'objectif de ce projet, qui s'inscrit dans le cadre du Programme de réparation communautaire, est de permettre aux victimes de violence de bénéficier de soins médicaux, de santé mentale et de rééducation en kinésithérapie. Les services du centre, réalisé grâce au soutien de la coordination locale du programme à Hay Mohammadi, ciblent notamment les handicapés mentaux et physiques et les victimes de toutes formes de violences (tortures, violences familiales, agressions) habitants du Hay Mohammadi.

Plusieurs activités sont prévues dans le cadre de ce projet, dont cinq permanences hebdomadaires en soins et en rééducation en kinésithérapie, la mise en place d'équipes médicales et d'assistants (es) sociaux (les) pour assurer l'accompagnement, le suivi personnalisé des personnes souffrantes, l'organisation de sessions de formation sur les besoins des victimes de violence ainsi

que des campagnes de sensibilisation pour garantir une meilleure intégration des personnes victimes de violence.

Dans une déclaration à la presse, le secrétaire général du Conseil national des droits de l'Homme, Mohammed Sebbar, a indiqué que cette initiative est la première du genre au niveau de Casablanca et que d'autres initiatives et projets seront entamés dans plusieurs régions du Royaume qui ont connu des formes de violation des droits humains, ajoutant que malgré la modestie de ces projets, leurs significations sont grandes et profondes. Pour sa part, le président de l'AMRTV, Abdelkrim Manouzi, a déclaré que ce centre «*profitera aux femmes victimes de violence, aux handicapés et aux victimes de la torture des années de plomb*». Cette antenne de l'AMRTV a vu le jour grâce aux efforts des militants(es) des droits humains et au soutien du CNDH, la Fondation CDG, l'Union européenne, les services de la

préfecture de Hay Mohammadi-Ain Sebaa, de l'Arrondissement de Hay Mohammadi et l'Entraide nationale.

Il est à rappeler que l'IER avait proposé un programme de réparation communautaire qui vise la réhabilitation des droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux des régions concernées (les régions de Figuig, Errachidia, Ouarzazate, Zagora, Tan Tan, Azilal, Khemissat, Al Hoceima, Nador, Khénifra et Hay Mohammadi à Casablanca).

Les actions réalisées dans le cadre de ce programme s'articulent autour des quatre axes suivants: Le renforcement des capacités des acteurs locaux, la préservation positive de la mémoire, l'amélioration des conditions de vie de la population (amélioration des services, désenclavement, activités génératrices de revenus et protection de l'environnement), et la promotion des droits des femmes et des enfants.

تمكينهم من الاستفادة من الرعاية في مجال المساعدة الطبية النفسية والترويض الطبي

إعادة تأهيل ضحايا العنف بالدار البيضاء

المحمدي عين السبع دائرة الحي المحمدي ومؤسسة التعاون الوطني.

يذكر أن برنامج جبر الضرر الجماعي يسعى إلى إنجاز مجموعة من المشاريع الهادفة إلى رد الاعتبار للمناطق التي عانت من انتهاكات جسيمة لحقوق الإنسان في الماضي والمساهمة في تنميتها والحفظ الإيجابي للذاكرة، وترسيخ روح جبر الضرر الجماعي وتحقيق الحكامة المحلية عبر دعم و تقوية قدرات الفاعلين المحليين. ويهم البرنامج مجموعة من المناطق كإقليم فكيك والرشيدية وورززات وزاكورة وطانطان وأزيلال والخميسات والحي المحمدي عين السبع والحسيمة والناظور وخنيفرة.

وتتمحور المشاريع المنجزة في إطار برنامج جبر الضرر الجماعي حول أربعة محاور رئيسية تتمثل في دعم قدرات الفاعلين المحليين والحفظ الإيجابي للذاكرة وتحسين شروط عيش السكان (تحسين الخدمات، فك العزلة، تطوير مداخل بديلة، حماية البيئة) والنهوض باوضاع النساء والأطفال.

وكذلك إطلاق حملات توعية لإدماج أفضل لهذه الفئة. وأكد الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان محمد الصبار، في تصريح للصحافة، أن هذه الخطوة تعد الانطلاقة الأولى على مستوى مدينة الدار البيضاء، وأن هناك خطوات ومشاريع أخرى ستشمل مناطق متعددة من التي شهدت في السابق نوعا من الحصار المكثف وانتهاكات في مجال حقوق الإنسان، مضيفا أنه على الرغم من البساطة الرمزية لهذه المشاريع فإن دلالتها كبيرة وعميقة.

ومن جانبه، قال رئيس الجمعية الطبية لجبر الضرر عبد الكريم المانوزي، في تصريح مماثل، إن هذا المركز يهتم على الخصوص برعاية ضحايا عنف النساء والمعاقين وضحايا التعذيب خلال سنوات الجمر. وقد تم إنشاء هذا المركز بفضل الجهود التي بذلتها مجموعة من الناشطين في مجال حقوق الإنسان والدعم المستمر لشركاء برنامج جبر الضرر الجماعي (المجلس الوطني لحقوق الإنسان، صندوق الأيداع والتدبير والاتحاد الأوروبي) ومصالح عمالة الحي

افتتح السبت بالدار البيضاء، مركز طبي متعدد الإختصاصات لفائدة ضحايا العنف، وذلك في إطار برنامج جبر الضرر الجماعي الهادف إلى رد الاعتبار للمناطق المتضررة من الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان.

ويهدف المركز، الذي أشرفت عليه الجمعية الطبية لإعادة تأهيل ضحايا العنف وبدعم من التنسيق المحلية لبرنامج جبر الضرر بالحي المحمدي، إلى تأهيل وتمكين ضحايا العنف من الاستفادة من الرعاية في مجال المساعدة الطبية والصحة النفسية والترويض الطبي، إضافة إلى الحفظ الإيجابي للذاكرة والنهوض باوضاع الأطفال والنساء.

كما يتوخى المركز، الذي يستهدف الأشخاص المعاقين عقليا وجسديا وضحايا العنف بجميع أشكاله من ساكنة الحي المحمدي، توفير الترويض الطبي والعلاج الوظيفي بشكل مستدام، وتكوين فرق طبية ومساعدين اجتماعيين بغية مواكبة وتتبع حالات الأشخاص المتضررين، وتنظيم دورات تكوينية حول احتياجات ضحايا العنف.

HAY MOHAMMADI

Un centre médical pour les victimes de violence

C'est dans le cadre du programme de réparation communautaire que les personnes victimes de torture pourront bénéficier d'aide psychologique et kinésithérapique.

NADIA OUIDDAR

Dans le cadre du Programme de réparation communautaire, l'Association médicale de réhabilitation des victimes de la torture a inauguré, le samedi 16 avril, avec le soutien de la coordination locale du programme à Hay Mohammadi, un centre médical multidisciplinaire au profit des victimes de la torture. L'objectif de ce centre, installé à Dar Lamane, Bd Ali Yaata, Hay Mohammadi, est de permettre aux plus vulnérables d'entre les victimes de violence de bénéficier de soins en termes de santé mentale et de rééducation en kinésithérapie.

Les services du centre ciblent notamment les handicapés mentaux et physiques, habitants du Hay Mohammadi et les victimes de toutes formes de violences notamment les tortu-

res, les violences familiales, les agressions....

Plusieurs activités sont prévues dans le cadre de ce projet, dont cinq permanences hebdomadaires en soins et en rééducation en kinésithérapie ainsi que la mise en place d'équipes médicales et de travailleurs sociaux pour assurer l'accompagnement et le suivi personnalisé des personnes souffrantes. Dans le cadre de ce projet, seront également organisées des sessions de formation sur les besoins des victimes de violence ainsi que des campagnes de sensibilisation pour garantir une meilleure intégration des personnes victimes de violence. Cette antenne de l'Association médicale de réhabilitation des victimes de la torture (AMRTV) a vu le jour grâce aux efforts des militants des Droits Humains et au soutien permanent des partenaires du programme de réparation communautaire.

Y ont également participé les services de la préfecture de Hay Mohammadi Aïn Sebaa, de l'Arrondissement de Hay Mohammadi ainsi que l'Entraide nationale qui ont mis à la disposition de l'AMRTV les anciens locaux d'un commissariat que l'association a réaménagé pour accueillir le centre de soin. ■

الدار البيضاء

معتقل درب مولاي الشريف يتحول إلى مركز طبي

■ أخبار اليوم ■

المحمدي، توفير الترويض الطبي والعلاج الوظيفي بشكل مستدام، وتكوين فرق طبية ومساعدين اجتماعيين بغية مواكبة وتتبع حالات الأشخاص المتضررين، وتنظيم دورات تكوينية حول احتياجات ضحايا العنف، وكذلك إطلاق حملات توعية لإدماج أفضل لهذه الفئة. وأكد محمد الصيار، الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان، أن هذه الخطوة تعد الانطلاقة الأولى على مستوى مدينة الدار البيضاء، وأن هناك خطوات ومشاريع أخرى «ستشمل مناطق متعددة من المغرب التي شهدت في السابق نوعا من الحصار المكثف وانتهاكات في مجال حقوق الإنسان»، مضيفا أنه على الرغم من البساطة الرمزية لهذه المشاريع، فإن دلالتها كبيرة وعميقة. ومن جانبه، قال عبد الكريم المانوزي، رئيس الجمعية الطبية لجبر الضرر، إن «هذا المركز يهتم على الخصوص برعاية ضحايا العنف من النساء والمعاقين وضحايا التعذيب خلال سنوات الجمر».

في إطار برنامج لجبر الضرر الجماعي الهادف إلى رد الاعتبار إلى المناطق المتضررة من الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان، تحول معتقل درب مولاي الشريف بمدينة الدار البيضاء إلى مركز طبي متعدد الاختصاصات. ويهدف المركز، الذي أشرفت عليه الجمعية الطبية لإعادة تأهيل ضحايا العنف وبدعم من التنسيق المحلية لبرنامج جبر الضرر بالحي المحمدي، إلى تأهيل وتمكين ضحايا العنف من الاستفادة من الرعاية في مجال المساعدة الطبية والصحة النفسية والترويض الطبي، إضافة إلى الحفاظ الإيجابي للذاكرة والنهوض بأوضاع الأطفال والنساء. كما يتوخى المركز، الذي يستهدف الأشخاص المعاقين عقليا وجسديا وضحايا العنف بجميع أشكاله من سكان الحي

تأسيس إطار للمطالبة بالافراج عنهم "بنعمرو" يستغرب استثناء معتقلين في ملف "السلفية"

وأوضح الرميد في تصريح لـ "التحديث" أن "ما قامت به الدولة مهم جدا، وإيجابي إلا أن العفو لم يستوعب جميع الحالات التي كان يفترض أن يطالها العفو الملكي ومن قبيل ذلك حالة "رفيقي أبو حفص"، و"حسن الكتاني".

وشدد الرميد من جهة أخرى على أن السجنون تضم صنفين من المعتقلين، صنف يجب أن يفرج عنه على الفور لبراءته من كل المنسوب إليه، وصنف لابد من الحوار معه قبل الإقدام على خطوة الإفراج عنه للتأكد من حمولته الفكرية، وحتى لا يفتح المجال لأشخاص لا يزالون يشكلون خطرا على المجتمع.

التيبة ص: 3

عنهم نفسه وبالمدد نفسها وبالتهم نفسها أحيانا.

وأضاف بنعمرو في تصريح لـ "التحديث": "نحن استغربنا الاستثناء لكننا لا نستطيع معرفة أسباب ذلك، ومن الأفضل طرح هذا السؤال على مديرية العفو بوزارة العدل على اعتبار أن للعفو مسطرة محددة، وهي المسؤولة عن رفع تلك المقترحات "الأسماء" إلى الملك محمد السادس، ويمكن أيضا طرح السؤال على المجلس الوطني لحقوق الإنسان الذي تدخل كوسيط في العفو الأخير".

وأكد مصطفى الرميد، رئيس منتدى الكرامة لحقوق الإنسان من جانبه، على ضرورة الاعتماد على مقاربة أشمل لتصفية ملفات الاعتقال السياسي.

توسع الجدل الحقوقي والإعلامي حول استثناء مجموعة من المعتقلين على خلفية ما يعرف بقانون مكافحة الإرهاب من قرار العفو الأخير ليوم 14 أبريل الجاري. وحسب تصريحات المفرج عنهم والباقيين رهن الاعتقال وكذا تصريحات حقوقيين، يتمحور السؤال بخصوص هذا الاستثناء حول أسباب استثناء عشرات الحالات المشابهة للمفراج عنهم، وأسباب اختيار معتقلين لم تتبق لهم من مدة العقوبة السجنية المحكومين بها إلا القليل.

وأكد النقيب عبد الرحمان بنعمرو، استغرابه من استثناء مجموعة من المعتقلين من العفو الملكي الأخير بالرغم من أنهم كانوا قد حوكموا في ملف بعض المعفي

بنعمرو يستغرب استثناء معتقلين في ملف "السلفية"

■ تتمة الصفحة -1-

وفي سياق ما أسمته بـ "العفو الناقص، ومنطق التقسيط البئيس الذي اتبعته الدولة في معالجة ملف الاعتقال السياسي"، قررت "الهيئة الوطنية لضحايا الاختطاف والتعذيب والاعتقال السياسي" التي تضم معتقلين على خلفية ملف "بليرج" الذين استثنوا من العفو الأخير، تنظيم ندوة اليوم الثلاثاء بهيئة المحامين بالرباط، بتعاون مع بعض المفرج عنهم من المعتقلين السياسيين، ومجموعة من الفاعلين الحقوقيين والسياسيين وعائلات المستثنى، وذلك من أجل تشكيل لجنة تحضيرية لتأسيس إطار مدني للنضال من أجل إطلاق سراح ما تبقى من المعتقلين السياسيين ضمن المجموعة المذكورة.

ودعت الهيئة المذكورة إلى ضرورة استمرار النضال بكافة الوسائل المشروعة حتى إطلاق سراح كافة معتقلي حركة 20 فبراير، والمعتقلين السياسيين والإسلاميين والأمازيغ والطلبة.

سناء كريم

Entretien avec **Al-Abadila Mae El Ainain**

Ex-détenu, membre du Parti de la justice et du développement (PJD)

«La libération des détenus politiques donne plus de crédibilité aux réformes»

Suite à une grâce royale, Al-Abadila Mae El Ainain, membre du PJD, condamné dans le cadre de l'affaire Belliraj, a été libéré. Il parle, dans cet entretien, de l'impact de la libération des détenus sur la dynamique que connaît le Maroc ainsi que du chantier de la réforme constitutionnelle.

Propos recueillis par
Mohamed Aswab

ALM : Quelles sont vos impressions suite à la libération de plusieurs détenus ?

Al-Abadila Mae El Ainain : Il s'agit d'une très bonne nouvelle. Nous sommes très heureux. Dès le départ, nous étions profondément convaincus de notre innocence. Nous savions qu'un jour nous allions retrouver la liberté et que la vérité allait être révélée au grand jour. De l'avis des défenseurs des droits de l'Homme et des personnes qui ont milité pour notre libération, notre procès a été politique ni plus ni moins. Nous tenons à saluer les avocats qui ont pris en main la mission de nous défendre. Nous saluons également l'Instance de défense des détenus politiques présidée par Mohamed Bensaïd Aït Idder ainsi que les acteurs politiques, culturels, académiques et médiatiques. Notre libération est intervenue dans le cadre du printemps arabe qui a été déclenché par le martyr Mohamed Bouazizi dont l'effet a atteint l'ensemble de la région arabe et qui a donné naissance au Mouvement du 20 février au Maroc. C'est dans ce contexte qu'est intervenu le mémorandum du CNDH auquel le Souverain a répondu favorablement. Je dis que l'harmonie entre les revendications du peuple et la clairvoyance royale ne peut que servir les intérêts de la Nation.

Après trois ans en prison, comment qualifiez-vous votre procès ?

Notre dossier a été monté de toutes pièces et n'a aucun fondement. Tous les détenus dans le cadre de notre affaire sont victimes de l'injustice et doivent être libérés immédiatement. Aussi, le procès de la Salafiya Jihadiya a été marqué par de nombreuses violations. Les conditions du procès équitable n'ont pas été

respectées. Le Maroc traverse actuellement une étape très sensible de son histoire. Une étape qui nécessite la restauration de la confiance à travers des mesures d'accompagnement, notamment la libération des détenus politiques. Il s'agit-là d'une revendication de l'ensemble des acteurs politiques, associatifs et médiatiques. Dans le cadre de la dynamique politique que connaît le Maroc actuellement, nous souhaitons la libération de tous les détenus politiques, notamment les détenus parmi le Mouvement du 20 février. Nous voulons rompre définitivement avec les pratiques douloureuses du passé et entrer dans une nouvelle ère avec une nouvelle Constitution.

Comment avez-vous été impliqué dans l'affaire Abdelkader Belliraj ?

J'ai été au départ que notre procès est politique. Il n'est plus un secret que la Justice marocaine va mal. Les poursuites judiciaires dans le cadre de la lutte antiterroriste

qui ont exécuté les plans dévastateurs sont connues, mais celles qui ont pensé ces plans sont toujours méconnues. La justice au Maroc n'est pas indépendante et connaît de nombreux dysfonctionnements. Nous espérons bien que la dynamique que connaît le Maroc ira dans le sens de la mise en place d'un pouvoir judiciaire indépendant.

Que dites-vous à propos de la dynamique que vit le Maroc ?

Avant la révolution de Bouazizi, le Maroc s'acheminait vers l'inconnu. Le Maroc ressemblait en quelque sorte à un avion détourné et orienté vers une destination inconnue. Heureusement, qu'il y a la bienveillance divine qui veille sur ce pays très cher. Dieu merci, il y a une main invisible qui fait éviter à notre pays des catastrophes politiques. Dans ce sens, il faut dire que le printemps arabe a opéré un changement radical et a contrecarré les desseins du courant antidémocratique et a mis en échec ses plans haineux. C'est cela le changement positif qu'a connu le Maroc. Un changement qui va dans le sens de garantir à tous les Marocains les conditions d'une vie digne.

Selon vous, quel est l'impact de la libération des détenus sur cette dynamique ?

A partir du moment que les principaux acteurs dans la dynamique

Tous les acteurs doivent se mobiliser pour réussir la réforme de la Constitution. On doit être vigilant à cet égard, car le courant antidémocratique fera l'impossible pour faire échouer ce chantier.

ont été entachées par des violations graves. Les dossiers ont été préparés au centre de détention de Témara. Puis ils ont été transférés à la Brigade nationale de la sûreté nationale qui leur a ajouté quelques éléments avant de les transmettre au tribunal. Ce dernier n'a fait que recevoir les directives pour prononcer des jugements injustes. En effet, les gens se demandent toujours quels sont les vrais commanditaires des attentats terroristes du 16 mai ? Certes, les personnes

que connaît le Maroc actuellement demandent la libération des détenus politiques, cette initiative ne pourra que donner plus de crédibilité au processus de réforme. Elle renforce, également, le climat de confiance dans un Maroc répondant aux exigences du troisième millénaire. Cette initiative nous rassure du fait que les réformes politiques et constitutionnelles ambitionnent réellement de répondre aux aspirations des citoyens marocains. La libération des détenus fera en

sorte, en outre, qu'une grande partie de la population marocaine va s'intéresser directement aux affaires publiques. Cela permettra, ainsi, de rompre avec le phénomène de l'abstention lors des élections.

Qu'en est-il du chantier de la réforme constitutionnelle ?

Tous les acteurs politiques, associatifs, médiatiques, civils et les intellectuels doivent se mobiliser pour réussir ce chantier prometteur. On doit être vigilant à cet égard. Car le courant antidémocratique fera l'impossible pour faire échouer la réforme car elle ne sert nullement ses intérêts. Nous espérons, par ailleurs, que le projet de réforme réponde au moins au minimum des aspirations des forces vives de la Nation.

Allez-vous reprendre l'action politique au sein du PJD ?

Comme vous le savez, mon militantisme politique ne s'est jamais arrêté. En prison, je suivais l'actualité politique et je participais aux congrès et rencontres du parti à travers des correspondances. Par exemple, j'avais adressé

une lettre au conseil national du PJD tenu récemment. En plus, je publiais des articles dans des journaux. Pour l'instant, je compte marquer une petite pause pour me reposer un peu avant de reprendre l'action politique au PJD. Je crois aux programmes et au référentiel de cette formation politique. Pour ce qui est des autres partis politiques, je pense que la divergence d'idées ne peut être que dans l'intérêt du pays. Le but ultime étant le renforcement de l'édifice démocratique au Royaume.

Parlez-nous de vos trois ans d'emprisonnement ?

Depuis que j'ai commencé mon militantisme politique en 1980, je parlais toujours de l'injustice et je militais pour aider les personnes victimes de l'injustice. Mais, je n'ai jamais su parfaitement le sens de ce mot qu'après avoir été jeté en prison. L'injustice est la chose la plus abjecte qui pourrait arriver à un être humain ou une société. Celui qui subit une injustice devient plus déterminé à lutter contre ce fléau. L'injustice porte atteinte à la dignité humaine. ■

أمازيغيون يستنكرون استثناء معتقليهم السياسيين من العفو

حليمة بوتمارت

استنكر المرصد الأمازيغي للحقوق والحريات استثناء المعتقلين السياسيين الأمازيغ من قرار الإفراج عن عدد من المعتقلين، ضمنهم المعتقلون الخمسة في قضية ما عرف بملف بليرج، إضافة إلى شكيب الخياري، حسب بيان للمرصد توصلت «المساء» بنسخة منه.

وقال أحمد عصيد، عضو المرصد الأمازيغي للحقوق والحريات، في هذا الصدد، إن المرصد تلقى نبأ الإفراج عن المعتقلين السالف ذكرهم بارتياح، إلا أنه اعتبر استثناء عدد من النشطاء الأمازيغ والطلبة «إدانة ظالمة» في حق المناضلين. وأضاف أن «هؤلاء بدورهم يستحقون الحرية». كما اعتبر أن عملية إطلاق سراح المعتقلين يجب أن تكون شاملة وألا تكون إجراءات محدودة من «أجل الواجهة فقط»، على حد تعبيره. وتابع المصدر نفسه قائلاً إن معتقلي الحركة الأمازيغية ينتظرون إنصافهم ورد الاعتبار لهم ولعائلاتهم وذويهم، بعد أربع سنوات من الاعتقال الجائر بسبب نشاطهم النقابي والحقوقى داخل الجامعة.

وجدد عصيد مطالبته بإنهاء محنة مناضلين شبابين، كما جاء في بيان لها، كانا يحلمان فقط بمغرب ديمقراطي يعترف بأمازيغيتهما وما يرتبط بها من حقوق. كما يخشى المرصد الأمازيغي أن يكون استثناء أوسايا مصطفى وعضوش حميد من المساعي لطي ملف الاعتقال السياسي رسالة سلبية أخرى إلى كل تنظيمات الحركة الأمازيغية.

ودعا المرصد الأمازيغي إلى مزيد من الضغط على المجلس الوطني لحقوق الإنسان من أجل إطلاق سراح جميع معتقلي الحركة الأمازيغية، وانتقد تعاطي المجلس مع ملف الاعتقال السياسي بانتقائية وعدم معالجته في شموليته.

احتمال إطلاق سراح الدفعة الثالثة من المتورطين في أحداث مخيم «أكديم ايزيك» اليوم

من المتهمين علي ساء
حسان وأحمد
ناصر، بتزامن
مع قرار رئيس غرفة
جنايات محكمة
لاستئناف بالدار
بيضاء القاضي
الإفراج المؤقت
من المعتقل أحمد
حمود هدي الملقب
«الكينان» والذي
أن يقضي عقوبة
عسسية بسجن
كأشنة بالدار
ليضاء، بعد أن
حكم عليه بالسجن
ربع سنوات نافذة.
وتسود مدينة
العيون، وفق

وكان قاضي التحقيق بمحكمة الاستئناف
بالعيون، قد أصدر قرارا بالسراح المؤقت لعايدة
37 معتقلا على خلفية أحداث مخيم كديم
ايزيك بالعيون، غادر 24 منهم السجن المحلي
للعيون، مساء الخميس الماضي فضلا عن 13
آخرين مساء الجمعة، وهو اليوم ذاته الذي
أصدر فيه قاضي التحقيق بالمحكمة الابتدائية
بالدار البيضاء قرارا يقضي بالإفراج المؤقت
عن المتهمين علي سالم التامك وإبراهيم

مصطفى السالكي

قال مصدر مسؤول بولاية العيون
لبيان اليوم إن الإفراج عن دفعة جديدة من
المعتقلين بسجن لكحل بالعيون، على خلفية
أحداث مخيم أكديم ايزيك بالعيون سيتم
يومه الثلاثاء. وقد يصل عدد المفرج عنهم
إلى الثلاثين معتقلا وجهت لهم تهم متعددة،
من بينها المس بالنظام العام وتكوين عصابة
إجرامية والتجمهر المسلح وإحداث خسائر
بالممتلكات...

ورفض محمد الصبار الأمين العام
للمجلس الوطني لحقوق الإنسان، في تصريح
للجريدة، تأكيد الخبر، مشيرا إلى تواصل
عملية التدقيق في العناصر المتبقية رهن
الاعتقال، للتأكد من استحقاقها العفو من
عدمه.

وخلافا للشائعات التي تروج بقوة
بالاقليم الجنوبية للمغرب، منذ يوم الخميس
الماضي، يستبعد محمد الصبار أن يتم، على
الأقل، خلال الأسبوع الجاري، إطلاق سراح
المعتقلين الآخرين الذين أحيلوا على المحكمة
العسكرية بالرباط والذين وجهت لهم،
بالإضافة إلى تهمة العصيان المدني والتجمهر
المسلح، تهمة القتل العمد والتخابر مع
جهات دول وجهات خارجية.

على تدبير حذر لهذا الملف الشائك، من أجل
الوصول إلى ما أسماه الصبار واليزمي
نفسهما «صيغة تصحيحية للأخطاء التي
ارتكبتها الدولة وجهات سياسية في تدبير
الأزمة الاجتماعية لأغراض سياسية». أنهت
بإنشاء مخيم بضواحي مدينة العيون.
وهي أخطاء، يضيف أحمد سالم لطاقي،
في حديثه لبيان اليوم، كانت سببا مباشرا
في اندلاع مواجهات بين السلطة ومحتجين
خلف قتلى في صفوف أفراد من القوات
المساعدة ودركيين وأفراد من الوقاية المدنية
فضلا عن إحداث خسائر مادية جسيمة
بالممتلكات العمومية والخاصة، وأفضت
إلى اعتقالات واسعة. ويرى القيادي بحزب
التقدم والاشتراكية أن التوجه الجديد الذي
سلكته الدولة لطني النهائي لهذا الملف مرتبط
بالظرفية الحرجة التي تمر بها المنطقة داخليا
وخارجيا. فعلى المستوى الداخلي هناك تلويح
بمخيم جديد بالنظر إلى استمرار التجاوزات
الخطيرة للسلطات العمومية لا في طريقة
معاملتها للسكان ولا فيما يخص تدبير
ملفاتهم. أما على الصعيد الخارجي، فجديد
تقرير الأمين العام للأمم المتحدة والسعي نحو
توسيع صلاحيات المينورسو وتأمين الأسرة
الدولية للخطاب الملكي ومواكبة الإصلاحات
الععميقة التي ولجها المغرب يفرض إطلاق
سراح كل المعتقلين باستثناء المتورطين في
جرائم يعاقب عليها القانون. وذلك موقف
حزبية التقدم والاشتراكية الذي عبر عنه في
لقائه الجماهيري بالعيون ويعبر عنه اليوم
للراي العام..

Jamâa Baida, DG des archives du Maroc

HISTOIRE L'historien marocain Jamâa Baida a été nommé directeur général des archives du Maroc. La Fondation est installée au sein de l'ancien bâtiment de la Bibliothèque nationale à Rabat.

C'est fait. La Fondation des archives du Maroc possède désormais un directeur général, en l'historien marocain Jamâa Baida, qui vient d'être nommé à la tête de cette institution. Le ministère de la Culture

compte annoncer la nouvelle très prochainement. La première réunion du Conseil d'administration présidé par Bensalem Himmich, devrait avoir lieu incessamment avec le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), pour discuter les modalités de fonctionnement de cette institution et de sa mise en place officielle.

A disposition du public

Pour rappel, la loi sur les archives 96-99 a été promulguée en 2006. Cet organisme est censé collecter, inventorier, classer et mettre les archives publiques à la disposition du public, après que les administrations publiques et les organismes privés aient mis leurs propres archives à la disposition de l'institution. La Fondation des archives du Maroc a été installée dans l'ancien bâtiment abritant la Bibliothèque nationale de

Rabat. Selon le texte de loi, les archives du Maroc devront être dotées d'une autonomie financière et choisira elle-même le mode de recrutement de son personnel et le tarif de ses prestations. La même loi prévoit de lourdes sanctions pour toute violation des archives. Une peine de trois à six ans de prison est requise contre toute personne qui, sans en avoir l'intention, détourne ou détourne des archives publiques qu'elle détient. ♦ Q.C.

Cet organisme est censé collecter, inventorier, classer et mettre les archives publiques à la disposition du public.

Entretien avec **Abdelkrim Manouzi**

Président de l'Association médicale de réhabilitation des victimes de la torture (AMRTV)

«Il faut créer un centre national de réhabilitation des victimes de torture»

L'AMRTV a procédé, samedi 16 avril à Hay Mohammadi, à l'inauguration d'un centre médical multidisciplinaire au profit des victimes de la torture. Le président de l'Association explique les raisons de la création du centre ainsi que ses objectifs.

Propos recueillis par
Laïla Zerrouk

ALM : Pourquoi avoir créé ce centre à Casablanca ?

Abdelkrim Manouzi : La création de ce centre s'inscrit dans le cadre des projets relatifs à la réparation communautaire qui sont en cours d'exécution dans 11 régions. Cette structure a été créée suite à l'absence d'une prise en charge des victimes de torture et de la détention arbitraire par les structures de l'Etat. Les médecins qui ont assuré jusqu'alors à titre militant l'accueil et le suivi des victimes ont pris l'initiative, dans le cadre de la stratégie intégrée de réadaptation et de réhabilitation des victimes de la torture, de mettre en place un centre autonome de soins. Ce projet était prévu depuis deux ans. Et nous avons eu, il y a 6 mois l'approbation pour la création du centre médical multidisciplinaire. Le montant global de ce projet est de 500.000 DH, une somme relativement modeste pour venir en

aide aux nombreuses victimes. L'Etat a mis à notre disposition le local qui est un ancien commissariat délabré. 70.000 DH ont été nécessaires pour rénover le local. L'ouverture de ce centre a été rendue possible grâce au soutien du CNDH, de l'UE et de la Fondation CDG. Ce projet d'une année se limite à Hay Mohammadi. Par la suite, nous espérons trouver les moyens financiers pour pérenniser ce projet.

Comment s'est fait le choix pour Hay Mohammadi ?

Ce choix n'est pas un hasard. Au contraire, Hay Mohammadi est connu pour être un quartier qui a été souillé par les années de

Le centre propose une prise en charge médico-psycho-sociale des victimes souffrant des séquelles de tortures.

plomb où des milliers de détenus politiques ont été victimes des pires atrocités. Ce quartier a vécu un véritable cauchemar en abritant le centre de torture de Derb Moulay Chrif.

Quels sont les bénéficiaires du centre ?

Ce centre cible les victimes de torture des années de plomb, les femmes victimes de violence ainsi que les personnes handicapées. Le centre propose une prise en charge médico-psycho-sociale des victimes souffrant des séquelles de tortures et des violences politiques subies. Cette structure d'une superficie de 130 m² comprend deux unités : une unité de psychiatrie avec une prise en charge psychologique des victimes et une unité de rééducation en kinésithérapie. L'objectif de l'Association est d'apporter des soins appropriés et un soutien complémentaire, et social aux victimes donc une réponse globale aux effets dévastateurs, multiples et profonds de la torture.

Cette nouvelle structure est-elle en mesure de faire face aux besoins ?

Nous sommes conscients que la présence d'un seul centre de soins à Casablanca ne suffit pas



Abdelkrim Manouzi.

pour faire face aux besoins des personnes souffrant des séquelles de la torture et de la violence politique. C'est la raison pour laquelle nous accordons une importance primordiale aux formations et au transfert de compétences et ce à travers des séminaires de formations organisés avec l'Organisation médecins du monde. Cette initiative vise à former des personnes qui seront

à l'écoute et pourront prendre en charge les victimes. Nous revendiquons la création d'un centre national de réhabilitation des victimes de torture et des années de plomb. Nous avons soumis cette revendication à l'IER du temps de feu Driss Benzekri. Celle-ci avait été adoptée mais elle est restée sans suite. Cette structure permettra de tourner la page du passé. ■